

Mandat de l'assemblée générale extraordinaire

La riposte au capitalisme, à la politique de Nicolas Sarkozy et la construction d'un rassemblement qui ouvre au plus vite une alternative de changement ont été au cœur des débats de l'Assemblée nationale extraordinaire du PCF. Les premiers mouvements sociaux engagés contre cette politique, comme l'état de la gauche, ont souligné l'urgence de la reprise d'initiative politique des communistes pour amplifier les résistances qui se manifestent déjà, et ouvrir de nouvelles perspectives.

Le débat est ouvert. L'assemblée des 8 et 9 décembre est une première étape dans un processus extraordinaire de préparation de notre congrès de fin 2008. Ce processus, qui aura donc duré plus d'un an, permettra ainsi de produire tous ensemble l'immense effort d'élaboration et de création théorique, politique et organisationnelle indispensable pour redonner un véritable élan à notre combat pour l'émancipation humaine.

Les communistes sont conscients de l'importance historique de l'enjeu. Mondialisé, financiarisé, militarisé et productiviste, le capitalisme creuse au sein de chaque peuple, et entre eux, des fractures très dangereuses. Il met en péril l'équilibre écologique global. En quelques décennies, il a profondément transformé le monde, nos modes de vie, de communication et nos cultures, aggravé les inégalités sociales, attisé toutes les concurrences et les tensions. Nicolas Sarkozy veut insérer à marche forcée notre pays dans le dispositif de combat de ces forces capitalistes mondialisées.

Résister à ses projets, battre sa politique, dépasser ce système est plus nécessaire que jamais. Il s'agit pour nous de hisser notre combat révolutionnaire à la hauteur de cette situation inédite pour notre peuple comme pour l'ensemble des forces de la transformation sociale !

C'est un véritable défi politique, qui nécessite que nous tirions toutes les leçons des échecs, que nous transformions en profondeur nos conceptions, notre organisation et nos pratiques pour les porter au niveau de ces nouveaux enjeux. Nous voulons en finir avec les injustices, les violences, l'exploitation et les dominations ; redonner un espoir à nos concitoyen-ne-s. Nous voulons devenir la grande force politique de gauche de demain qui le permettra !

A l'étape actuelle, les débats font ressortir l'idée que les exigences de la lutte de classes dans les conditions de notre époque actualisent la notion de communisme, et qu'il est nécessaire pour mener cette lutte que vive et rayonne un parti qui s'y réfère explicitement. Au fil de nos congrès, nous avons tiré des leçons sur la façon dont le communisme a été incarné dans l'expérience dite du socialisme réel et des partis communistes au XXe siècle, des apports et des échecs qui s'en sont suivis. Aux yeux des communistes, elles n'invalident pas le fait que dans l'affrontement actuel entre le capitalisme mondialisé et les peuples, le communisme reste une visée et un projet de notre temps.

Dans les discussions, les communistes sont conscients que « nous ne pouvons pas continuer comme ça ». Nous sommes devant un défi existentiel, à un moment charnière de notre histoire mais également de celle d'une gauche de véritable transformation sociale dans la France d'aujourd'hui. Il est un devoir d'invention à faire sous peine de disparaître et, avec nous, la possibilité d'œuvrer à une voie révolutionnaire. C'est à cet objectif que doit travailler le PCF avec la force que constitue son collectif militant mais également avec toutes celles et tous ceux qui partagent notre volonté de travailler à de nouveaux chemins du développement, de la démocratie et de l'émancipation humaine.

Les discussions explorent toutes les opinions en présence. Des avis et des prises de position multiples existent. Chacun exprime à la fois des convictions et de très nombreuses questions, et veut du temps pour se construire son opinion. Les discussions mettent en débat les nombreuses exigences de renouvellement du combat communiste et de l'organisation pour le mener efficacement. Chacun-e cherche et structure son point de vue au fil des échanges.

Les discussions expriment très largement l'attachement politique des communistes au PCF, la nécessité de faire vivre et se développer leur parti pendant l'année 2008. Ils souhaitent que des efforts importants soient consacrés, notamment par la direction nationale, à impulser son activité et son renforcement.

Le débat du congrès de 2008 devra confronter toutes les opinions sans en exclure aucune a priori. Nos statuts garantissent cette confrontation démocratique pluraliste. Les communistes veulent aller ensemble au bout de la confrontation d'idées qu'ils ont engagé, le faire dans l'action et le débat, en travaillant toutes les pistes de manière ouverte et innovante. Toutes les questions qui traversent le PCF sont appréhendées dans un esprit d'ouverture et de construction partagée, avec la volonté fermement exprimée que les militants communistes maîtrisent de bout en bout les décisions qui seront prises. Cette volonté restera première tout au long de nos travaux

La volonté s'exprime fortement d'« un bilan critique, constructif et créatif » de la période passée. Nous devons procéder aux indispensables ruptures pour construire dans les conditions d'aujourd'hui une nouvelle cohérence de notre combat : travailler à donner un sens actuel à une visée d'émancipation humaine que nous appelons communisme, construire un projet politique tourné vers l'avenir, inventer les formes de rassemblements adaptés aux réalités françaises, européennes et mondiales d'aujourd'hui, travailler aux transformations profondes de notre organisation et de son fonctionnement pour le porter.

Décisions de l'Assemblée nationale des 8 et 9 décembre :
--

1/ Le débat des communistes quant à l'avenir doit continuer à être mené de manière transparente et pluraliste. A partir de l'Assemblée extraordinaire, est engagée la préparation du Congrès de 2008. Il ne s'agit d'exclure aucune hypothèse concernant le Parti ou sa stratégie, ni de prendre d'avance une orientation que les communistes choisiront à leur congrès. Au terme de cette phase de réflexion, de débat et d'action, qui pourra se poursuivre jusqu'à l'été, la procédure statutaire permettra aux communistes de faire démocratiquement leurs choix. La préparation du 34^e Congrès doit être un processus ouvert et créatif, maîtrisé de bout en bout par les militantes et les militants communistes. Elle doit permettre de comprendre toutes les raisons de notre perte d'influence et de redonner un élan à notre combat émancipateur. Nous devons pour cela donner un sens nouveau et clair à ce que nous appelons communisme dans les conditions de notre temps. Cela nous engage à approfondir notre compréhension des transformations du capitalisme, de toutes les dominations comme des contradictions et des potentialités qu'elles génèrent. Il nous faut aussi approfondir les conditions politiques contemporaines de la transformation sociale en France et en Europe et travailler à une transformation profonde des conceptions et pratiques de la politique. C'est ainsi que nous pourrions dégager des convergences, construire un projet politique et travailler à une nouvelle conscience de classe indispensable au combat émancipateur.

2/ La question du projet, du sens de notre combat est apparue centrale dans le débat des communistes. L'absence de projet de transformation progressiste de la société contribue à gauche, à la prépondérance de l'idée qu'il faut s'adapter au capitalisme. C'est un immense

chantier qui s'ouvre devant nous. Un dispositif exceptionnel est nécessaire permettant de répondre aux quelques grandes questions posées au monde d'aujourd'hui. Quel changement dans la mondialisation ? Comment reconstruire l'unité du salariat (salariés, précaires, exclus du travail) ? Est-il possible de changer la société à l'échelle de la nation ? Comment agir sur la crise du politique, de la démocratie ? Quel type de développement pour affronter le défi d'une révolution écologique ? Quelle est notre conception du changement et de la transformation sociale, de la réforme et de la révolution, de la démocratie comme but et comme moyen de ce processus ? Sur toutes ces questions, le Conseil national mettra en place un groupe d'animation afin de développer le travail de réflexion théorique et politique nécessaire avec l'apport de tous les communistes et, au-delà des personnes, des forces souhaitant y être associées. Cela donnera lieu à des ateliers ainsi qu'à la tenue de conférences nationales sur ces questions.

3/ Face à l'urgence sociale et aux contre-réformes du gouvernement, nous voulons que se développent les rassemblements les plus larges possible pour riposter et faire grandir une alternative politique à gauche. Cela est vrai pour les élections municipales, avec les cantonales, qui en mars prochain, vont constituer un grand moment de lutte et le premier test électoral contre de la droite au pouvoir : nous voulons les réussir et appelons à créer dès le premier tour de ces élections les conditions du plus large rassemblement à gauche. C'est aussi le cas sur la question référendaire. Pour y aider l'assemblée décide notamment d'engager quatre campagnes populaires : 1) Pour de nouvelles solidarités basées sur une juste répartition des richesses, contre le démantèlement des retraites et de la protection sociale. 2) Pour une Europe démocratisée, sociale, écologique, d'égalité, de paix et de liberté, contre le « nouveau traité européen ». 3) Pour une sécurisation des parcours professionnels et l'augmentation des salaires et des minima sociaux, contre l'action gouvernementale sur les questions de travail, emploi, service public et pouvoir d'achat. 4) Pour la construction d'une 6e République laïque, démocratique et citoyenne, contre la réforme constitutionnelle en cours, pour une réelle information des citoyens et pour le pluralisme des médias. De même nous sommes disponibles pour participer et assurer la réussite de toutes les mobilisations qui participent à la lutte et à la résistance contre les politiques de la droite et du Medef, s'inscrivent dans une perspective de développement social et humain.

4/ Le Conseil national prendra les initiatives nécessaires pour assurer tout au long de l'année 2008 la présence du PCF, son rayonnement, son développement dans le combat politique, les débats d'idées et également pour faire vivre façon nouvelle notre visée et projet communiste dans la société. Le parti donnera une priorité à l'implantation et à l'activité sur les lieux de travail. Le parti travaillera à la multiplication des efforts de formation et d'éducation populaire. De même, nous devons reprendre l'initiative dans les quartiers populaires. Le Conseil national devra également créer les conditions d'un débat, d'une évaluation de notre fonctionnement, de celui des directions, pour nous permettre d'avancer plus efficacement sur les choix à faire lors de notre congrès.

5/ Durant l'année 2008, le Conseil national explorera dans l'autonomie de notre Parti, les possibilités et les formes nouvelles de rassemblements pour combattre le capitalisme. Dans une construction partagée avec les hommes et les femmes, les forces qui ont cet objectif d'émancipation humaine, nous voulons ainsi développer et expérimenter des convergences, des coopérations originales, des « fronts » d'idées et d'actions nouvelles dynamiques politiques et citoyennes à vocation majoritaire.

6/ Face au capitalisme mondialisé, nous avons besoin d'imaginer un nouvel internationalisme. Notre engagement européen et international doit franchir une nouvelle étape. Cela appelle dès 2008 la construction d'une initiative internationale donnant corps à cette ambition et, face aux enjeux européens, une coopération renforcée, pour l'élaboration de projets communs et pour l'action, avec le PGE et toutes les forces favorables à une refondation de l'Union européenne.